

Traduction française de JKW0000068

Pages 1–2 du PDF

19.05.2004 Article publié sur le site Internet du Consulat général de la RPC à Vancouver
La diaspora chinoise de Vancouver soutient la déclaration du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine sur les relations actuelles entre les deux rives.

Le 18 mai 2004, la diaspora chinoise de Vancouver a organisé un symposium au Consulat général de Chine à Vancouver pour soutenir une déclaration relative aux relations entre les deux rives – une déclaration publiée par le Bureau des affaires taïwanaises du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine. Ce symposium réunissait notamment la Vancouver Chinese Benevolent Association, le Chinese Cultural Centre, les Chinese Freemason, la Canadian Association for the Promotion of China's Unification, la Canada-Beijing Friendship Association et la Chinese College and University Alumni Association.

Des représentants de plus de 50 groupes communautaires de la diaspora chinoise ont participé au symposium. Des journalistes rattachés à neuf journaux et chaînes de télévision locaux, dont le *Ming Pao Daily*, le *Sing Tao Daily*, le *World Daily*, Fairchild TV, Channel M (aujourd'hui Omni TV), le *Global Chinese Press* et le *Dawa Business News* y ont réalisé des entrevues.

George Chow, président de la Chinese Benevolent Association (CBA), a déclaré dans son discours qu'en tant que Sino-Canadien, il était extrêmement préoccupé par l'avenir de l'ethnicité chinoise et qu'il espérait voir la réunification pacifique de la mère patrie. Mak Pak-keung, vice-président de la CBA, a déclaré que même si elle insiste sur le principe des « cinq non », la déclaration du gouvernement chinois présente sept perspectives prometteuses. Les Chinois de la diaspora devraient s'unir pour mettre un terme aux activités séparatistes liées à l'« indépendance de Taïwan ». La « déclaration » exprime les aspirations communes des Chinois de la diaspora et constitue un nouveau jalon dans les relations entre les deux rives.

Après le symposium, à la suggestion des représentants du CBA et des Chinese Freemason, les groupes participants ont publié conjointement la « Déclaration de la diaspora chinoise de Vancouver sur les relations actuelles entre les deux rives », qui sera publiée intégralement dans les principaux journaux chinois de Vancouver.

** Le texte ci-dessus est constitué de la traduction du premier et du dernier paragraphe, ainsi que des commentaires du président et du vice-président de la CBA.*

*** Les « relations entre les deux rives » désignent les relations entre la Chine et Taïwan.*

**** Le président de la CBA à l'époque, George Chow, est actuellement membre du Cabinet du premier ministre de la Colombie-Britannique. Il est notamment chargé des relations avec la communauté chinoise et le Chinatown (quartier chinois). Il a également aidé l'ancien premier ministre Horgan à mettre en place son comité consultatif sur la communauté chinoise, où des dirigeants de la CBA (dont Bill Yee) et des personnalités du Front uni ont été nommés.*

Page 3 du PDF**15.05.2016 Article publié dans Ming Pao News****Plus d'une centaine de groupes de la diaspora chinoise soutiennent la Chine dans la défense de sa souveraineté en mer de Chine méridionale****Le symposium a publié une déclaration commune citant l'histoire en témoignage.**

La Vancouver Chinese Benevolent Association a organisé hier un symposium qui a réuni de nombreux groupes locaux de la diaspora chinoise. Ce symposium avait pour thème « Soutenir la Chine dans la défense de sa souveraineté en mer de Chine méridionale ». Des dizaines de représentants de groupes de la diaspora chinoise ont assisté au symposium – notamment en provenance du National Congress of Chinese Canadians, de la Chinese Veterans Association, du Chinese Cultural Centre, des Chinese Freemason et d'autres groupes – et ils ont pris la parole à tour de rôle.

Durant le symposium, on a publié la « Déclaration solennelle de la communauté chinoise de Vancouver », signée conjointement par les groupes de la diaspora chinoise, qui souligne que la Chine a découvert et a été la première à développer les îles de la mer de Chine méridionale. D'un point de vue historique et juridique, la Chine dispose donc d'une souveraineté incontestable sur ces îles et sur les eaux avoisinantes.

Hilbert Yiu, président de la Vancouver Chinese Benevolent Association, a révélé que la déclaration avait été cosignée par plus de 100 groupes de la diaspora chinoise. Lors du symposium, certaines personnes ont également suggéré qu'outre la publication d'une déclaration, d'autres actions collaboratives pourraient être envisagées à l'issue de la procédure d'arbitrage. L'idée qu'il pourrait être nécessaire d'unir ses forces pour entreprendre d'autres actions a reçu le soutien de nombreux représentants de la diaspora chinoise.

** Le texte ci-dessus est constitué de la traduction des deux premiers et du dernier paragraphe de l'article.*

*** Le président de la CBA de l'époque, Hilbert Yiu, est également l'un des dirigeants des Chinese Freemason. Il a également été nommé par la Chine à la Conférence consultative politique du peuple chinois (selon Wikipédia, la Conférence consultative politique du peuple chinois est une assemblée consultative de la République populaire de Chine et un élément central du Front uni du Parti communiste chinois. Ses membres conseillent les organes gouvernementaux et lui soumettent des propositions sur des questions politiques et sociales.) Hilbert Yiu commente également l'actualité sur les ondes de AM1320.*

**** Le 12 juillet 2016, la Cour permanente d'arbitrage chargée de statuer sur l'affaire opposant les Philippines à la Chine dans la mer de Chine méridionale s'est prononcée, à une écrasante majorité, en faveur des Philippines, estimant que les principaux éléments de la revendication chinoise – notamment la ligne en neuf traits, les activités récentes de réclamation de terres et d'autres activités dans les eaux philippines – constituaient autant d'actes illégaux.*

***** Aucun des participants n'était historien de profession.*

Page 4 du PDF**20.08.2019 Annonce pleine page parue dans le Sing Tao Daily (et dans le Ming Pao Daily)
Déclaration commune des groupes communautaires sino-chinois soutenant fermement la primauté du droit à Hong Kong et condamnant fermement les violences commises par des éléments sans foi ni loi.**

Récemment, un petit nombre d'éléments radicaux sans foi ni loi ont commis des actes de violence à Hong Kong, érigeant des barrages routiers, entravant la circulation et rassemblant des foules pour causer des troubles. Plus grave encore, ils ont occupé illégalement l'aéroport international de Hong Kong, perturbé les travaux du Conseil législatif, nuï aux activités d'organismes gouvernementaux et assiégé le quartier général de la police. Ils sont allés jusqu'à prendre d'assaut le bureau de liaison du gouvernement populaire central et dégrader l'emblème national de la République populaire de Chine en jetant le drapeau chinois à la mer. Ces quelques éléments anarchiques continuent de provoquer de violentes émeutes, blessant plus de 100 policiers et citoyens, bloquant les transports publics et clouant au sol près d'un millier de vols civils internationaux, nuisant considérablement au travail et à la vie normale de la population de Hong Kong et mettant en péril l'économie de Hong Kong, en particulier le secteur financier international. La réputation de Hong Kong a été gravement entachée, les conséquences étant encore pires pour le commerce d'importation et d'exportation, le fret, le commerce de détail et le tourisme. Plus grave encore, ce genre de comportement violent menace le principe de base régissant l'ordre à Hong Kong, soit « un pays, deux systèmes ». Il porte non seulement atteinte à la sécurité sociale de Hong Kong et à la vie normale de ses citoyens, mais il met également en péril la sécurité nationale comme le développement pacifique de la Chine.

Nous, les membres de la diaspora chinoise au Canada, sommes inquiets de la situation actuelle. Cependant, nous soutenons fermement le principe d'« un pays, deux systèmes » de Hong Kong et la stabilité de son système juridique. Ainsi, nous condamnons fermement les actes violents des éléments radicaux sans foi ni loi; et nous appuyons sans réserve le gouvernement de la région administrative spéciale de Hong Kong dans sa volonté de faire respecter la *Loi fondamentale* de Hong Kong et de gouverner la région dans le respect de la loi. Nous appuyons sans réserve les forces de police de Hong Kong dans leur application stricte de la loi afin d'empêcher la propagation d'émeutes violentes et de protéger l'ordre social à Hong Kong, ainsi que la sécurité des vies et des biens des citoyens.

Les diasporas chinoises ainsi que les citoyens de Hong Kong ont toujours été unis : ils sont attachés à Hong Kong et à la Chine. Notre désir commun est de voir la stabilité sociale et la prospérité économique régner à Hong Kong. Depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997, Hong Kong est une région administrative spéciale de la Chine en vertu du principe d'« un pays, deux systèmes », mais demeure un territoire inséparable de la Chine. Les affaires de Hong Kong relèvent donc des affaires intérieures de la Chine. Par la présente, nous exprimons une fois de plus notre opposition à tout acte de violence et espérons que la situation à Hong Kong reviendra à la normale par l'action de la primauté du droit et de la démocratie. Nous souhaitons que la stabilité sociale et l'économie de Hong Kong puissent être rétablies le plus tôt possible, que les habitants de Hong Kong soient en mesure de vivre et de travailler avec contentement, en toute tranquillité, et qu'ils puissent à nouveau jouir de la paix et de la prospérité.

** Le texte ci-dessus est l'entièreté du message de l'annonce. Le premier paragraphe est le récit*

du PCC qui déforme les faits et ne mentionne pas les brutalités policières dont ont été victimes les manifestants pacifiques et les personnes non impliquées dans les manifestations.

*** Signé par 307 groupes.*

Page 5 du PDF***Aux alentours de juin 2020 dans le Sing Tao Daily*****Déclaration solennelle de la CBA de Vancouver****Soutenir la Chine dans la défense de sa souveraineté nationale et promouvoir sa réunification pacifique.**

La souveraineté de la Chine consiste à défendre l'intégrité territoriale du pays, l'adhésion au principe d'« une seule Chine » étant le principe fondamental pour promouvoir la réunification pacifique de la mère patrie. Il y a quinze ans, en réponse à la situation désastreuse de l'époque où les activités séparatistes de promotion de « l'indépendance de Taïwan » s'intensifiaient, l'Assemblée nationale populaire a entamé le processus législatif en vue de la rédaction d'une « loi d'État antiséparatiste ». Le 14 mars 2005, à sa troisième session, la 10^e Assemblée nationale populaire adoptait ainsi, à une large majorité, la *Loi antisécession*. Cette loi s'appuie sur la Constitution chinoise. Elle défend le principe « une seule Chine » et constitue une garantie pour la mise à exécution du principe d'« un pays, deux systèmes » et de la réunification pacifique. Il s'agit d'une arme puissante pour contenir les séparatistes partisans de « l'indépendance de Taïwan » et s'opposer à l'ingérence de forces extérieures. Il s'agit de la base juridique de l'intégrité territoriale et du renouveau national de la Chine.

Le 29 mai dernier, un symposium organisé à l'occasion du 15^e anniversaire de la promulgation de la *Loi antisécession* s'est tenu dans le palais de l'Assemblée du peuple à Beijing. Su Zhanshu, membre du Comité permanent du bureau politique du Comité central du PCC et président du Comité permanent de l'Assemblée nationale populaire, y a prononcé un discours. Su Zhanshu a clairement souligné que cette loi importante constitue une pièce maîtresse du mécanisme d'adhésion au principe d'« un pays, deux systèmes » et de la promotion de la réunification pacifique de la mère patrie. Il s'agit d'un instrument clé favorisant le respect des responsabilités politiques et des exigences de la mission qui consiste à s'opposer à l'« indépendance » et à promouvoir la réunification. Cette loi importante a gagné le cœur et l'esprit du peuple : elle est conforme à la tendance générale de l'histoire, jouit de l'appui enthousiaste des forces patriotiques d'unification – au pays comme à l'étranger – et bénéficie en outre d'un large soutien, de la compréhension et du respect de la communauté internationale. Par ailleurs, elle a considérablement affaibli les forces séparatistes soutenant l'« indépendance de Taïwan » tout en protégeant les intérêts fondamentaux de la nation chinoise. Son incidence est donc profonde et étendue.

Le 20 mai, lors de son discours d'investiture à la présidence de Taïwan, Tsai Ing-wen a ouvertement exprimé son opposition à la voie de la réunification pacifique illustrée par « un pays, deux systèmes » et a gravement violé le principe d'« une seule Chine ». Au fil des ans, les éléments « indépendantistes taïwanais » du Parti démocrate progressiste, représentés par Lee Teng-hui, Chen Shui-bian et Tsai Ing-wen, ont mis en œuvre une politique de « désinisation » à Taïwan. Ils ont fait collusion avec des forces séparatistes étrangères. Par leurs actions, ils ont créé des tensions constantes dans le détroit de Taïwan et ont sérieusement compromis la réunification pacifique de la Chine.

Ainsi, la Vancouver Chinese Benevolent Association déclare solennellement les intentions qui suivent :

1. Soutenir le principe d'« une seule Chine », ainsi qu'appuyer le choix de la Chine de défendre sa souveraineté nationale et son intégrité territoriale.
2. Soutenir la Chine dans l'application de la *Loi antisécession* et s'opposer à toute force séparatiste qui tente de diviser la nation.
3. S'opposer à la « désinisation » par les « indépendantistes taïwanaises » et au complot visant à créer « deux Chine », et adhérer à la voie de la réunification pacifique « un pays, deux systèmes » ainsi qu'au « consensus de 1992 ».
4. Maintenir la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan, s'opposer à toute ingérence de forces étrangères et préserver la paix dans le monde.

La réunification pacifique de la Chine, la protection de l'intégrité territoriale de la mère patrie et la réalisation de la grande cause du renouveau de la nation chinoise sont les aspirations communes des Chinois de l'intérieur et de l'étranger, y compris des deux côtés du détroit de Taïwan.

** Traduction intégrale de l'annonce, publiée après que Tsai Ing-wen eut été réélue à la présidence et prêté serment, en 2020. La répression chinoise à Hong Kong en 2019 a grandement contribué à la réélection de Tsai, car elle a démontré que la Chine n'avait pas respecté son engagement à l'égard du principe d'« un pays, deux systèmes ». Le fait est que Tsai a remporté les élections tenues démocratiquement, et que la Chine menace Taïwan de sa force militaire.*

Page 6 du PDF

20.06.2020 Annonce pleine page parue dans le Sing Tao Daily et le Ming Pao Daily

Déclaration commune de la Chinese Benevolent Association of Vancouver et de la Hong Kong Canadians on Hong Kong Situation Association :

Soutenir la paix et la stabilité à long terme selon le principe d'« un pays, deux systèmes » à Hong Kong, la primauté du droit à Hong Kong et favoriser la stabilité, la prospérité et le développement.

Nous, les membres de la diaspora chinoise au Canada, avons toujours été extrêmement préoccupés par la situation à Hong Kong. Déjà, lors de la guerre sino-japonaise, les troupes canadiennes ont participé à la lutte contre les envahisseurs japonais et ont défendu Hong Kong. De nombreux immigrants chinois au Canada sont originaires de Hong Kong. Aujourd'hui, près de 300 000 citoyens canadiens y font des affaires, y travaillent et y vivent. Le Canada entretient des liens étroits avec Hong Kong, qui fait partie de la Chine. Nous, les Sino-Canadiens, ainsi que les citoyens de Hong Kong, avons toujours été unis dans nos cœurs. Nous partageons un amour commun pour Hong Kong, pour la Chine et pour le Canada.

Depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997, Hong Kong est une région administrative spéciale de la Chine en vertu du principe d'« un pays, deux systèmes ». Ces dernières années, un petit nombre de terroristes radicaux et d'éléments sans foi ni loi partisans de « l'indépendance de Hong Kong » ont eu recours à la violence pour provoquer des émeutes à Hong Kong. Ils y ont bloqué la circulation, occupé l'aéroport international, perturbé les travaux du Conseil législatif, encerclé le quartier général de la police et s'en sont pris violemment aux forces de l'ordre comme aux citoyens. Ils sont même allés jusqu'à prendre d'assaut le bureau de liaison du gouvernement populaire central, portant ainsi atteinte à l'intégrité de la République populaire de Chine, en plus de vandaliser l'emblème national de la Chine en jetant le drapeau national chinois à la mer. Ce type de comportement violent a gravement mis en péril la stabilité sociale, en plus d'entraver le développement économique et d'ébranler le principe de base régissant l'ordre à Hong Kong, soit « un pays, deux systèmes ». On peut même dire que leurs gestes ont menacé la sécurité nationale de la Chine et l'édification de la paix.

Le 28 mai dernier, l'Assemblée nationale populaire de Chine a adopté la « Résolution de l'Assemblée nationale populaire sur l'établissement et l'amélioration du système juridique et du mécanisme d'application pour la région administrative spéciale de Hong Kong afin de protéger la sécurité nationale ». Le comité permanent de l'Assemblée nationale populaire a immédiatement entamé les procédures nécessaires en vue d'élaborer la *Loi sur la sécurité nationale de Hong Kong*, conformément à la *Loi sur la sécurité nationale* et à la *Loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong*. C'est ainsi que l'Assemblée nationale populaire a adopté la *Loi sur la sécurité nationale de Hong Kong*, une mesure visant à garantir que Hong Kong puisse mieux mettre en œuvre le principe d'« un pays, deux systèmes ». Cette loi vise à combler les lacunes de la législation de Hong Kong en matière de sécurité nationale, afin d'y promouvoir un État de droit plus complet favorable à la stabilité, à la prospérité et au développement.

Par la présente, nous déclarons conjointement que nous soutenons la mise en œuvre de la *Loi sur la sécurité nationale de Hong Kong* et que nous sommes en faveur la paix et de la stabilité à long

terme conférées par le principe d'« un pays, deux systèmes » en vigueur à Hong Kong. Celui-ci est un territoire indispensable à la Chine et les affaires de Hong Kong relèvent des affaires intérieures de la Chine. Le maintien de la primauté du droit et de la prospérité à Hong Kong, la préservation de l'intégrité du territoire de la mère patrie, la protection de la sécurité nationale et du développement pacifique ainsi que la promotion de l'amitié sino-canadienne constituent également l'aspiration commune du peuple chinois, tant en Chine qu'à l'extérieur.

La déclaration ci-dessus est publiée conjointement par les organismes de la diaspora chinoise suivants (sans ordre particulier). Veuillez nous excuser des éventuelles erreurs et omissions! Le 29 mai 2020

** L'annonce a été rédigée le 29 mai, c'est-à-dire un jour après que l'Assemblée nationale populaire eut adopté sa résolution sur Hong Kong. Traduction intégrale de la déclaration.*

*** Signée par 357 groupes de la diaspora chinoise de l'ensemble du Canada.*

Page 7 du PDF***Aux alentours de juillet 2020, annonce parue ans le Sing Tao Daily et le Ming Pao Daily*
Déclaration commune de la Chinese Benevolent Association of Vancouver et de la Hong Kong Canadians on Hong Kong Situation Association :****Soutenir l'introduction de la *Loi sur la sécurité nationale de Hong Kong* et garantir la mise en application stable du principe d'« un pays, deux systèmes » à Hong Kong.**

Nous, les Sino-Canadiens, avons toujours été extrêmement préoccupés par la situation à Hong Kong. Déjà, lors de la guerre sino-japonaise, l'armée canadienne a participé à la lutte contre les envahisseurs japonais et a défendu Hong Kong. De nombreux immigrants chinois au Canada sont originaires de Hong Kong. Aujourd'hui, près de 300 000 citoyens canadiens y font des affaires, y travaillent et y vivent. Le Canada entretient des liens étroits avec Hong Kong, qui fait partie de la Chine.

Depuis la rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997, Hong Kong est une région administrative spéciale de la Chine en vertu du principe d'« un pays, deux systèmes ». Hong Kong est un territoire indivisible de la Chine et les affaires de Hong Kong relèvent des affaires intérieures de la Chine. Depuis un an environ, un petit nombre de terroristes radicaux et d'éléments sans foi ni loi partisans de « l'indépendance de Hong Kong » ont eu recours à la violence pour provoquer des émeutes à Hong Kong. Ils y ont bloqué la circulation, occupé l'aéroport international, perturbé les travaux du Conseil législatif, encerclé le quartier général de la police et s'en sont pris violemment aux forces de l'ordre comme aux citoyens. Ils sont même allés jusqu'à prendre d'assaut le bureau de liaison du gouvernement populaire central et à vandaliser l'emblème national de la Chine en jetant le drapeau national chinois à la mer. Ce type de comportement violent a gravement mis en péril la stabilité sociale, en plus d'ébranler le principe de base régissant l'ordre à Hong Kong, soit « un pays, deux systèmes ». On peut même dire que ces gestes ont menacé la sécurité nationale de la Chine.

Le 1^{er} juillet de cette année, Hong Kong a officiellement introduit la *Loi sur la sécurité nationale de Hong Kong*. Précédemment, le 28 mai, l'Assemblée nationale populaire de Chine adoptait une résolution et son comité permanent entamait les procédures nécessaires – conformément à la Constitution et à la *Loi fondamentale de la région administrative spéciale de Hong Kong* – en vue de rédiger la *Loi sur la sécurité nationale de Hong Kong*. L'introduction de cette loi est une mesure visant à garantir que Hong Kong puisse mieux mettre en œuvre le principe d'« un pays, deux systèmes ». Elle a pour but de combler les lacunes de la législation de Hong Kong en matière de sécurité nationale, afin d'y promouvoir un État de droit plus complet et d'y favoriser la stabilité comme la prospérité.

Par la présente, nous déclarons conjointement que nous soutenons la mise en œuvre de la *Loi sur la sécurité nationale de Hong Kong*, à l'appui de la paix, de la stabilité, de la prospérité et du développement à long terme conférés par le principe d'« un pays, deux systèmes » en vigueur à Hong Kong. Rappelons que de nombreux pays dans le monde ont mis en place des « lois sur la sécurité nationale », chaque pays disposant de la souveraineté juridique pour défendre sa sécurité nationale.

Le Canada et la Chine entretiennent des relations diplomatiques amicales. Cette année marque le 50^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. Le Canada et la Chine, ainsi que leurs peuples respectifs, ont traditionnellement des échanges amicaux. Nous espérons qu'ils pourront rétablir le plus tôt possible et maintenir ces bons rapports sur la base du respect mutuel de la souveraineté nationale, de l'égalité et des bénéfices réciproques. Par la présente, nous demandons instamment au gouvernement du Canada de se concentrer sur la situation générale et sur les intérêts de la population du Canada et de la Chine, ce qui revêt une importance particulière dans le contexte de l'actuelle lutte conjointe contre la pandémie de COVID-19, et de s'efforcer de maintenir les relations de coopération entre le Canada et la Chine.

** Traduction intégrale de l'annonce.*

Page 8 du PDF***Début juin 2021, annonce parue dans le Sing Tao Daily*****Déclaration solennelle et conjointe de la Vancouver Chinese Association et de l'Overseas Chinese Associations.**

La Chinese Benevolent Association soutient les « valeurs canadiennes ».

Résolution du conseil d'administration de la Vancouver Chinese Benevolent Association :

- **Soutenir les principes de la lutte contre la discrimination raciale et les comportements qui y sont associés.**
- **Protéger la « valeur canadienne de liberté d'expression »**

Tout en :

- **S'opposant à la « discrimination raciale » et en**
- **Rejetant l'idée d'un « génocide au Xinjiang par la Chine ».**

Valeur canadienne de liberté d'expression

Comme nous le savons tous, la liberté d'expression est une valeur fondamentale au Canada, chacun pouvant y exprimer ses opinions.

Le juge à la retraite Bill Yee a récemment appelé ses compatriotes à l'unité et a déclaré que « les accusations concernant l'incident du Xinjiang, en Chine, sont des fabrications et des mensonges ». Il a été critiqué par des personnes qui ne partageaient pas ce point de vue. Ces personnes ont également demandé au gouvernement provincial de la Colombie-Britannique de prendre des mesures pour expulser Bill Yee de certains groupes de bénévoles.

Une telle demande fait non seulement obstacle à la liberté d'expression, mais elle décourage également ceux qui souhaitent servir la communauté. On pourrait même penser que cette demande déraisonnable est un acte de harcèlement. Elle est incompatible avec le principe de liberté d'expression du Canada. La Vancouver Chinese Benevolent Association doit donc rectifier le tir.

Sentiments anti-chinois soupçonnés

La récente utilisation du terme « génocide » trouve son origine dans l'annonce faite par le département d'État américain en janvier 2021, le dernier jour du mandat de l'administration Trump. On soupçonne que ce terme est utilisé inconsciemment, comme le sont des expressions telles que « coronavirus chinois », pour créer des sentiments anti-chinois, afin d'attiser la haine raciale.

Mettre fin à la haine raciale

Depuis, les attaques contre les Chinois, les membres de la diaspora chinoise et les Asiatiques en Amérique du Nord ont été multipliées par plus de sept. Les attaques sauvages, aléatoires et non organisées augmentent chaque jour. Bien que la plupart des gens soient victimes d'intimidation, ils ne s'en plaignent pas ouvertement, mais cette situation sème la panique parmi les Asiatiques. Ce comportement s'est aujourd'hui étendu à Internet et devient de plus en plus grave : il doit être endigué.

Les groupes chinois rejettent la motion du Parlement

De nombreux groupes chinois et asiatiques d'Amérique du Nord ont fait connaître leur position à cet égard. La « motion Xinjiang », adoptée par le Parlement et de nature non contraignante, a été qualifiée de « ragots non fondés », de « rumeurs fabriquées » et d'« ingérence dans les affaires intérieures d'un autre pays ». Certains ont même pu citer des chiffres montrant la croissance de la population ouïghoure au Xinjiang. Plus important encore, la motion nuit aux relations amicales entre le Canada et la Chine.

Remise en question de la motion adoptée par le Parlement

La Vancouver Chinese Benevolent Association veille au bien-être de ses membres et se préoccupe de leurs conditions de vie. Non seulement sollicite-t-elle activement l'avis de la communauté chinoise, mais elle a également tenu une réunion de son conseil d'administration le 13 mars 2021, où elle a adopté une résolution ayant abouti à la déclaration suivante :

En 2021, le Parlement canadien a adopté une motion condamnant le « génocide au Xinjiang de la part de la Chine ». La Chinese Benevolent Association a ainsi cherché à vérifier un certain nombre de faits, notamment par la collecte de renseignements en ligne, et a conclu que ces accusations ne sont en fait qu'une tactique de la guerre commerciale sino-américaine. Ces accusations n'ont jamais été prouvées jusqu'ici. Elles n'ont fait l'objet d'aucune résolution des Nations Unies ou d'un arrêt quelconque de la part d'un tribunal des droits de l'homme. Or, comme c'est le cas pour une personne, tout suspect doit être considéré innocent jusqu'à ce qu'il ait été condamné par un tribunal.

Éliminer la discrimination raciale

La Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, dont la dernière édition a eu lieu le 21 mars dernier, vise à « encourager une culture mondiale de la tolérance, de l'égalité et de la lutte contre la discrimination » et appelle chacun de nous à « lutter contre les préjugés raciaux et l'intolérance ». Dans le contexte de la pandémie de coronavirus qui sévit actuellement, les résultats ne sont pas évidents, et toutes les parties doivent encore faire des efforts pour contribuer à l'élimination des préjugés raciaux.

** Traduction intégrale de l'annonce.*

*** C'est le Chinese Canadian Concern Group on the Violation of Human Rights qui a demandé au gouvernement de la Colombie-Britannique d'expulser Bill Yee du Chinese Community Advisory Committee du premier ministre et du conseil d'administration du Canadian Chinese Museum (« certains groupes de bénévoles ») – une demande légitime puisque Yee est un négationniste du génocide.*

**** L'affirmation selon laquelle l'emploi du terme « génocide » trouve son origine au département d'État américain en janvier 2021 ne tient pas compte des faits. Le Comité permanent de la justice et des droits de la personne de la Chambre des communes s'est penché sur le génocide contre les Ouïghours au Xinjiang en 2018 et 2020. Il est donc ironique d'affirmer que la CBA a recherché en vain la preuve d'un génocide.*

Pages 9–11 du PDF

16.08.2022 Annonce en première page parue dans le Ming Pao Daily (devant également être publiée dans le Sing Tao Daily)

Les communautés sino-canadiennes s'unissent pour soutenir le livre blanc intitulé *Taiwan Issue and the Cause of China's Reunification in the New Era*.

Le 10 août, le Bureau des affaires taïwanaises et le Bureau d'information du Conseil des affaires de l'État de la République populaire de Chine ont publié un livre blanc intitulé *Taiwan Issue and the Cause of China's Reunification in the New Era*. On y réaffirme une nouvelle fois le statu quo et le fait que Taïwan fait partie de la Chine. Le livre démontre la volonté ferme du gouvernement et du peuple chinois de poursuivre la réunification de la mère patrie, ainsi que la détermination farouche entourant la position et les politiques du Parti communiste chinois comme du gouvernement de la Chine en ce qui concerne la promotion de la réunification de la mère patrie dans la nouvelle ère. La communauté chinoise du Canada a quant à elle publié une déclaration commune pour soutenir résolument les efforts déployés par son pays ancestral (d'origine) en vue de la réunification intégrale, dans les plus brefs délais. Elle est fermement convaincue que, grâce aux efforts conjoints du gouvernement chinois et de 1,4 milliard de Chinois, aucune difficulté ne pourra arrêter le processus historique de réunification de la Chine.

Le 2 août, le président de la Chambre des représentants des États-Unis s'est rendu furtivement à Taïwan (qui fait partie de la Chine), au mépris de la forte opposition de celle-ci, en contournant les règles de la diplomatie officielle. Voilà qui a gravement enfreint le principe de la Chine unie et les dispositions des trois communiqués conjoints sino-américains, sapant ainsi le fondement politique des relations entre la Chine et les États-Unis. Cette visite a porté gravement atteinte à l'intégrité fondamentale et territoriale de la Chine. Elle a gravement compromis la paix et la stabilité dans le détroit de Taïwan et envoyé un message extrêmement trompeur aux forces séparatistes, qui font la promotion de « l'indépendance de Taïwan ». La diaspora chinoise au Canada exprime ainsi sa vive condamnation et sa ferme opposition à cette visite.

Taïwan est un territoire indissociable de la Chine depuis l'Antiquité. La question de Taïwan relève des affaires intérieures de la Chine et il ne sera jamais permis à quiconque entretenant d'autres motifs de fouler aux pieds et de tarir ce principe. Nous, les membres de la diaspora chinoise au Canada, soutenons fermement la position du gouvernement chinois et combattons résolument toutes les forces extérieures qui tentent de diviser et de saper l'unité de la Chine. La réalisation de la grande cause qu'est la réunification de la Chine constitue l'aspiration commune et la mission sacrée de tous les Chinois, qu'ils vivent au pays ou à l'étranger. Nous soutenons intégralement les mesures nécessaires prises par le gouvernement chinois. Lorsque la mère patrie en aura besoin, la diaspora chinoise n'hésitera pas à se lever pour protéger les intérêts nationaux de la Chine et défendre la souveraineté nationale du peuple chinois.

Après la visite furtive de M^{me} Pelosi à Taïwan, la Chine a pris une série de contre-mesures légitimes et nécessaires. Ces mesures sont tout à fait raisonnables et appropriées. Elles envoient le signal que la Chine est résolue à sévir contre les forces favorables à l'« indépendance de Taïwan » et nuiront certainement à l'influence de M^{me} Tsai Ing-wen, tout en jouant un rôle disciplinaire à l'endroit des forces favorables à l'« indépendance de Taïwan » et de leurs partisans. La résolution de la question de Taïwan et la réunification complète de la Chine constituent l'aspiration commune de l'ensemble du peuple chinois. La diaspora chinoise

continuera ainsi à promouvoir le développement pacifique des relations entre les deux rives, à se réjouir des perspectives prometteuses qui s'ouvriront après la réunification pacifique de la Chine et à espérer que les compatriotes des deux rives travailleront ensemble à l'édification d'un avenir meilleur.

** L'annonce se voulait une réponse à la visite de la présidente du Congrès américain à Taïwan. La nouvelle a été largement relayée par les médias internationaux et la Chine, furieuse, a réagi en brandissant des menaces militaires.*

*** Quatre-vingt-sept groupes sont répertoriés dans cette annonce.*